

UGECAM BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE
2 Chemin du Breil
BP 60075
44814 SAINT HERBLAIN CEDEX

Marché n° 289/2025

**CONCEPTION ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON
FROIDE POUR LE DITEP L'ALOUETTE**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure adaptée

En application de l'article R. 2123-1 et l'annexe 3 du code de la
Commande publique

Date limite de remise des offres :

Le vendredi 21 mars 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 4 – FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 6 - MODE DE PASSATION.....	3
ARTICLE 7 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	3
ARTICLE 8 – CONDITIONS RELATIVE AU MARCHÉ	4
ARTICLE 9 – CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE	4
ARTICLE 10 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	6
ARTICLE 11 – EXAMEN DES CANDIDATURES	7
ARTICLE 12 – JUGEMENT DES OFFRES – MISE AU POINT DU PROJET DE MARCHÉ	8
ARTICLE 13 – VISITE DE SITE.....	10
ARTICLE 14 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	10
ARTICLE 15 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	10

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR**Pouvoir adjudicateur :**

UGECAM de Bretagne et des Pays de la Loire
2 chemin du Breil - BP 60075
44814 SAINT HERBLAIN CEDEX

Représentée par : Madame Laurence BROWAEYS - Directrice de l'UGECAM de Bretagne et Pays de la Loire

ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD CADRE

La présente consultation a pour objet la conception et la livraison de repas en liaison froide pour le DITEP L'Alouette (site de La Roche sur Yon, Antenne des Herbiers, Antenne Sud Vendée, site de Challans).

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

La consultation est allotie de la manière suivante :

- Lot 1 : livraison de repas sur le site de La Roche/ Yon
- Lot 2 : livraison de repas sur l'antenne des Herbiers
- Lot 3 : livraison de repas sur l'antenne Sud Vendée
- Lot 4 : livraison de repas sur le site de Challans

ARTICLE 4 – FORME DU MARCHE

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles R2162-2 à R2162-6 du code de la commande publique. Conformément à l'article R2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre sera conclu à un maximum de 300 000€ HT.

ARTICLE 5 – DUREE DE L'ACCORD CADRE**Pour les différents lots :**

L'accord cadre est passé pour la période allant du 1^{er} mai 2025 au 30 avril 2026.

L'accord cadre est ensuite reconductible 3 fois un an soit :

- Du 1^{er} mai 2026 au 30 avril 2027, pour la 1^{ère} reconduction,
- Du 1^{er} mai 2027 au 30 avril 2028 pour la 2^{ème} reconduction,
- Du 1^{er} mai 2028 au 30 avril 2029 pour la 3^{ème} reconduction.

ARTICLE 6 - MODE DE PASSATION

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 3° du code de la commande publique.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'UGECAM se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications effectuées par le pouvoir adjudicateur feront l'objet d'une communication via la plateforme suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

ARTICLE 8 – CONDITIONS RELATIVE AU MARCHÉ

Dispositions relatives à la co-traitance

Les groupements entre plusieurs fournisseurs sont autorisés à soumissionner s'ils respectent les conditions du présent dossier de consultation.

Tous les co-traitants devront fournir les documents administratifs relatifs à la candidature, sous peine d'élimination du groupement.

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou de plusieurs groupements.

Dispositions relatives à la sous-traitance

Le candidat peut présenter son sous-traitant au Pouvoir Adjudicateur à la remise de son offre ou au cours de l'exécution du marché, conformément aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique. Tout sous-traitant doit être déclaré.

Sur la déclaration de sous-traitance, devront être expressément indiqués :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- Les conditions de paiement,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- La déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics

ARTICLE 9 – CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE

1) Contenu du dossier de réponse

Chaque candidat devra **produire un dossier complet**, en langue française et dans l'unité monétaire euro comprenant les documents suivants :

a) Pièces relatives à la candidature

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 ou équivalent, dûment rempli ;
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 ou équivalent, dûment rempli pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique et notamment qu'ils sont en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

A ces deux formulaires (DC1 et DC2), le candidat peut substituer le e-DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).

Le e-Dume est un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat.

Le candidat peut notamment créer son e-Dume sur le site de l'Union Européenne à l'adresse : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services de l'objet du présent marché réalisé au cours des trois derniers exercices ;
- Présentation d'une liste de références significatives de prestations similaires, indiquant la nature et le montant des prestations réalisées, la date et le destinataire public ou privé, au cours des trois dernières années ;

Tous les co-traitants/sous-traitants devront fournir les documents administratifs relatifs à la candidature définis ci-dessus sous peine d'élimination du groupement.

NB : Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs et moyens de preuve lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme du e-DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un e-DUME distinct.

b) Pièces relatives à l'offre

Projet de marché comprenant :

- Un Acte d'Engagement (AE), modèle type ci-joint à compléter ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires ;
- Le cadre de réponse technique dûment complété ;
- Fiche de visite ;
- Relevé d'Identité Bancaire (RIB) Postal (RIP), caisse épargne (RICE).

2) Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 3 mois à compter de la date limite de remise des offres.

3) Variantes :

En application de l'article R.2151-8 du Code de la commande publique, une seule variante libre est autorisée.

La variante libre devra respecter les exigences minimales suivantes :

- Respect des prescriptions du cahier des charges (CCAP et CCTP)

- Respect de tout texte réglementaire

En outre, chaque variante ne sera examinée que si :

- L'incidence financière de la variante en plus ou en moins-value par rapport à la solution de base figure à l'acte d'engagement ;
- La variante fait l'objet d'une description précise explicite jointe à l'offre.

Les variantes au-delà d'une ne seront pas examinées.

Les candidats devront au préalable répondre à la solution de base.

L'offre variante doit être clairement identifiée.

ARTICLE 10 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les candidatures et les offres devront être entièrement rédigées en langue française.

Les candidats devront transmettre leur offre **par voie dématérialisée uniquement** à l'adresse de dépôt suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Le pli devra contenir tous les documents relatifs à la candidature et à l'offre mentionnés à l'article 9 du présent règlement.

Pour répondre par la voie dématérialisée, les soumissionnaires devront impérativement disposer d'un compte sur la plateforme du site.

Afin de pouvoir lire les documents électroniques mis en ligne par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels suivants :

- ✓ Acrobat reader
- ✓ 7-Zip ou Winzip

Les candidats doivent s'assurer de disposer des outils listés ci-après afin d'être en mesure de déposer leur candidature et leur offre sous format électronique, en plus de leurs logiciels bureautiques habituels : Java de Sun en version 1.6.0_21 minimum ou Cryptonit ; Acrobat reader ; 7-Zip ou Winzip ; visionneuse Word, Excel, Powerpoint, Visio ; éventuellement Volo View pour les plans Autocad.

Modalités de transmission de la réponse électronique sur le site de :
<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

NB : La signature électronique de l'acte d'engagement et du BPU n'est pas exigée lors de la remise des offres. L'UGECAM BRPL ne disposant pas actuellement de signature électronique, les soumissionnaires sont informés qu'en cas d'attribution de marché les documents contractuels seront re-matérialisés et devront être signés manuscritement.

Pour pallier les éventuelles défaillances de transmission ou la présence d'un programme informatique malveillant dans la candidature et/ou dans l'offre transmise par voie électronique, les candidats sont autorisés à effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD ou DVD-rom, clé USB).

Cette copie de sauvegarde doit être envoyée sous pli scellé avec la mention « copie de sauvegarde » dans les délais impartis pour la remise des plis par voie électronique à l'adresse suivante :

✉ **Par la Poste : par pli recommandé avec accusé de réception ou tout mode d'acheminement permettant de certifier la date de réception à l'adresse suivante :**

UGECAM BRPL
2, Chemin du Breil – BP 60075
44814 SAINT HERBLAIN Cedex

✉ **Par porteur : elles devront alors être remises contre récépissé, du lundi au vendredi de 8H45 à 12H00 et de 14H00 à 16h30 à l'adresse suivante :**

UGECAM BRPL
2, Chemin du Breil – BP 60075
44814 SAINT HERBLAIN Cedex

Il est précisé aux candidats que cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les conditions précitées, n'est ouverte en lieu et place des plis contenant la candidature et l'offre transmis par voie électronique, que lorsque ces derniers ne peuvent être ouverts ou contiennent un programme informatique malveillant.

Les plis contenant la copie de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, seront détruits.

Dans le cas où aucune copie de sauvegarde n'aura été transmise et en présence d'un programme informatique malveillant détecté dans un document électronique relatif à la candidature et/ou à l'offre, la candidature ou l'offre contenue dans le document électronique concerné sera alors considérée comme irrecevable en raison du caractère techniquement inexploitable.

Attention : les candidats devront préalablement veiller à ce que le fichier constitutif des plis comportant leur offre ne contienne pas de virus (contrôle anti-virus à jour).

La transmission complète des candidatures et des offres devra intervenir avant la date et l'heure limite de réception des offres fixée dans le présent règlement de la consultation.

Les offres remises par mail ne seront pas acceptées.

Date limite de réception des offres : le vendredi 21 mars 2025 à 12h00

Tous les échanges avec les candidats se feront de manière électronique via la plateforme.

Une attention particulière est donc demandée aux candidats. En effet, ces derniers sont seuls responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse mail, redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam...

ARTICLE 11 – EXAMEN DES CANDIDATURES

Si le pouvoir adjudicateur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées. Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées. L'appréciation des capacités professionnelles techniques et financières d'un groupement est globale.

ARTICLE 12 – JUGEMENT DES OFFRES – MISE AU POINT DU PROJET DE MARCHÉ

L'analyse et le jugement des offres seront effectués à partir des critères d'attribution pondérés de la manière suivante :

- **Prix (coefficient de pondération : 50%)**
- **Valeur technique (coefficient de pondération : 40%)**
- **Valeur environnementale (coefficient de pondération : 10%)**

Précisions sur le critère prix :

Le critère « **Prix** » sera noté au prorata de la valeur relative par rapport à l'offre de prix la plus basse. La formule appliquée pour l'offre de prix P, par rapport à l'offre de prix la plus basse (Po) est la suivante :

$$Np = 50 \times Po/P$$

NB : L'analyse financière sera effectuée sur l'estimation du nombre de repas par site indiqué dans le CCTP (lot 1 : 50 déjeuners et 15 dîners ; lot 2 : 15 déjeuners par jour ; lot 3 : 15 déjeuners par jour ; lot 4 : 15 déjeuners par jour) sur 42 semaines.

Précisions sur le critère valeur technique :

Le critère « valeur technique » sera apprécié au regard des sous critères suivants :

- Organisation prévue (production, commande, livraison, continuité d'activité) : note sur 15
- Engagement sur la qualité et l'origine des produits utilisés : note sur 15
- Moyens mis en œuvre pour assurer la qualité et traçabilité des prestations : note sur 10

La note attribuée sur le critère valeur technique résulte de la formule suivante :

$$NT = 40 \times (T/To)$$

Avec

To = meilleure note technique attribuée

T = la note obtenue par le candidat

Précisions sur le critère valeur environnementale :

Le critère « valeur environnemental » sera apprécié au regard des sous critères suivants :

- Réduction du gaspillage alimentaire : note sur 2
- Gestion et réduction des déchets : note sur 2
- Achat local / circuit court : note sur 2
- Agriculture biologique : note sur 2
- Mode de déplacement : note sur 2

La note attribuée sur le critère valeur technique résulte de la formule suivante :

$$NT = 10 \times (T/To)$$

Avec

To = meilleure note technique attribuée

T = la note obtenue par le candidat

Négociation :

Le Pouvoir Adjudicateur peut décider d'attribuer le marché sans négociation.

Néanmoins, le représentant du pouvoir adjudicateur peut également décider d'inviter à la négociation un ou plusieurs soumissionnaires. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre (à savoir notamment le volet technique, tarifaire, délais...).

Le cas échéant, à l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur invitera les candidats à formaliser par écrit les éléments arrêtés dans le cadre de la négociation.

A l'issue de cette négociation, la notation initiale pourra être ajustée et modifiée afin de prendre en compte les éléments arrêtés à l'issue des négociations.

Attribution :

Après avis de la Commission d'Examen des Marchés, le représentant du pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue de l'analyse comparative des offres.

Notification des résultats :

Le candidat dont l'offre est retenue en est informé par voie électronique via la plateforme suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Conformément à l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, il sera demandé à l'attributaire, s'il ne les avait pas déjà fournis, de produire dans un délai de 10 jours qui suivent la demande, les documents suivants :

- L'acte d'engagement et les bordereaux de prix signés manuscritement
- Si l'attributaire est en redressement judiciaire : celui-ci devra produire la copie du ou des jugements permettant de justifier de l'habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail, ces pièces sont à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;
- Un extrait K, Kbis, D1 ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, datant de moins de trois mois
- Une attestation d'assurance de responsabilité civile ou professionnelle en cours de validité
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (datant de moins de 6 mois) : attestation URSSAF et liasses fiscales.

Les pièces administratives seront à mettre à disposition sur la plateforme e-attestations.

Si l'attributaire ne peut produire ces documents dans les délais impartis, son offre sera rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Les candidats dont l'offre n'est pas retenue en sont informés par voie électronique via la plateforme suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

ARTICLE 13 – VISITE DE SITE

La visite du site de La Roche/Yon est obligatoire. La visite des autres sites reste possible sur demande.

Les candidats devront prendre contact au préalable avec Richard CHARTIER, responsable logistique ; tél : 06.72.24.51.43 ; richard.chartier@ugecam.assurance-maladie.fr

ARTICLE 14 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les demandes de renseignements complémentaires devront être adressées via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Une réponse sera alors mise en ligne sur la plateforme de dématérialisation 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Il est à noter que tout renseignement complémentaire d'ordre technique sollicité par le candidat doit être transmis à l'UGECAM BRPL au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 15 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les documents de la consultation sont constitués des documents suivants :

- Le présent règlement de consultation ;
- Un modèle d'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières ;
- Un cahier des clauses techniques particulières ;
- Un BPU ;
- Cadre de réponse technique.

Les documents de la consultation sont en accès libre, gratuit, direct et complet.

En application de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, les candidats devront télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité sur le site internet suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la procédure, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au DCE, les candidats devront s'inscrire sur la plateforme.

Pour cela, ils doivent renseigner leur nom (raison sociale), une adresse électronique valide ainsi que le nom d'un correspondant.

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par l'UGECAM BRPL, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Adobe Acrobat (.pdf)
- Word (.doc) ; Excel (.xls)
- Fichiers compressés au format Zip (.zip)

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à l'UGECAM BRPL. Le candidat est donc réputé avoir été informé que l'UGECAM BRPL est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de l'UGECAM BRPL.

**UGECAM BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE
DITEP L'ALOUETTE**

FICHE DE VISITE

LIVRAISON REPAS EN LIAISON FROIDE

Je, soussigné(e) _____

certifie que M _____

de la société _____

A visité :

☐ DITEP L'ALOUETTE – SITE DE LA ROCHE/YON

le _____

Fait à _____ le _____

Signature